

NUMÉRO DE LA DÉCISION : 2015 QCCTQ 1269

DATE DE LA DÉCISION : 20150527

DATE DE L'AUDIENCE : 20150526, à Montréal

NUMÉRO DE LA DEMANDE : 293223

OBJET DE LA DEMANDE : Inscription au Registre des
propriétaires et des exploitants de
véhicules lourds

MEMBRE DE LA COMMISSION : Rémy Pichette

9315-3450 Québec inc.
N.I.R : R-113299-3
Demanderesse

DÉCISION

LES FAITS

[1] La Commission des transports du Québec (la Commission) se prononce sur la demande de 9315-3450 Québec inc. (9315), introduite le 20 mars 2015, à l'effet de l'inscrire au *Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds* (le *Registre*), à titre de propriétaire et d'exploitant de véhicules lourds.

[2] Une telle inscription est nécessaire pour que 9315 puisse effectuer le transport de personnes de Montréal à Saint-Eustache, en aller-retour.

[3] Les services administratifs de la Commission, selon l'article 6 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*¹ (la *Loi*), ont attribué automatiquement à 9315 un numéro d'identification puisque ce dernier a fourni son nom et son adresse à la Commission et a payé les frais fixés par règlement du gouvernement. Ce numéro est le R-113299-3.

¹ L.R.Q. c. P-30.3.

[4] L'attribution d'un tel numéro représente la première de deux étapes permettant de mettre en circulation ou d'exploiter des véhicules lourds, l'autre étape étant, selon l'article 12 de la *Loi*, l'attribution à une personne inscrite d'une des cotes de sécurité suivantes : « *satisfaisant* », « *conditionnel* » ou « *insatisfaisant* ».

[5] La Commission a convoqué 9315 en audience publique le 26 mai 2015 à 10h00 afin de valider différents points mentionné dans l'Avis de convocation (l'Avis). Le récépissé du courrier certifié émis par Postes Canada² confirme que l'Avis a été livré à l'adresse de 9315, le 30 avril 2015.

[6] À l'appel de la cause le 26 mai 2015, 9315 est absent et non représenté par avocat. La Commission a suspendu l'audience afin de donner l'occasion à la demanderesse de se présenter, mais en vain.

LE DROIT

[7] L'article 1 établit que le but de la *Loi* est d'accroître la sécurité des usagers sur les chemins ouverts à la circulation publique et de préserver l'intégrité de ces chemins.

[8] L'article 4 de la *Loi*, constitue à la Commission le *Registre* où doivent s'inscrire tous les propriétaires et les exploitants de véhicules lourds.

[9] L'article 5 de la *Loi* établit que l'inscription au *Registre* est nécessaire tant pour mettre en circulation que pour exploiter un véhicule lourd.

[10] Le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 7 de la *Loi* précise qu'une personne inscrite ne peut mettre en circulation ou exploiter un véhicule lourd sur un chemin ouvert à la circulation publique que si elle a fourni, le cas échéant, les noms et adresses de chacun de ses administrateurs et tout autre renseignement requis par la Commission selon les conditions qu'elle établit.

[11] Lorsque la Commission est informée qu'une personne inscrite ne satisfait pas à l'une des conditions visées aux paragraphes 1^o et 5^o du premier alinéa de l'article 7 de la *Loi*, elle indique au registre que le droit de cette personne de mettre en circulation ou

² Récépissé de Postes Canada PG307062657CA

d'exploiter un véhicule lourd est suspendu. L'alinéa 2 de l'article 7 de la *Loi* le lui permet.

[12] L'article 12 de la *Loi* prescrit que la Commission attribue à toute personne inscrite au *Registre* une cote de sécurité portant l'une des mentions suivantes : « *satisfaisant* », lorsqu'elle présente un dossier acceptable de conformité aux lois et aux règlements, « *conditionnel* », lorsque son dossier présente des déficiences qui peuvent être corrigées par l'imposition de certaines conditions, ou « *insatisfaisant* », lorsque la Commission juge la personne inapte à mettre en circulation ou à exploiter un véhicule lourd.

[13] L'article 28 de la *Loi* permet à la Commission de prendre toute mesure appropriée et raisonnable lorsqu'elle attribue ou maintient une cote de sécurité de niveau « *conditionnel* ». La Commission peut ainsi imposer des conditions afin de corriger une déficience. Ces conditions peuvent viser les véhicules lourds, la qualification des associés, des administrateurs, des dirigeants et des employés ou la gestion ou l'exploitation de l'entreprise ou de toute entreprise acquise.

L'ANALYSE ET LA CONCLUSION

[14] Dans le but d'accroître la sécurité des usagers sur les chemins ouverts à la circulation publique, la Commission a le devoir de vérifier et d'évaluer les connaissances et les compétences des personnes qui veulent mettre en circulation ou exploiter un véhicule lourd.

[15] Cette évaluation des connaissances et des compétences est particulièrement importante en matière de transport de personnes comme dans le présent cas.

[16] Cette obligation est d'autant plus importante dans le cas d'une première demande d'inscription au registre dans un secteur très sensible, soit le transport de personnes. C'est pourquoi 9315-3450 Québec inc. a été convoqué en audience publique.

[17] Par son absence, 9315 a renoncé à démontrer ses compétences à exploiter des véhicules lourds et la Commission n'a pu évaluer ses connaissances afin de déterminer s'il est en mesure de respecter toutes ses obligations en regard de la *Loi*.

[18] 9315 n'a pas fourni tous les renseignements requis par la Commission. Ainsi, il contrevient au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 7 de la *Loi*.

[19] Dans ces circonstances, la Commission attribuera à 9315 une cote de sécurité de niveau « *insatisfaisant* ».

PAR CES MOTIFS, la Commission des transports du Québec :

ACCUEILLE la demande en partie;

ATTRIBUE à 9315-3450 Québec inc. une cote de sécurité de niveau « *insatisfaisant* »;

INTERDIT à 9315-3450 Québec inc. de mettre en circulation ou d'exploiter des véhicules lourds;

Rémy Pichette, MBA
Membre de la Commission

p.j. Avis de recours

ANNEXE
AVIS IMPORTANT

Veillez prendre note que les articles 17.2 à 17.4 de la *Loi sur les transports* (L.R.Q., c. T-12), l'article 81 de la *Loi concernant les services de transport par taxi* (L.Q., 2001, c. 15) et l'article 38 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds* (L.R.Q., c. P-30.3) prévoient que tout intéressé peut demander à la Commission de réviser toute décision qu'elle a rendue et contre laquelle aucun recours n'a été formé devant le Tribunal administratif du Québec :

- 1° pour faire valoir un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;
- 2° lorsque, partie au litige, il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, présenter ses observations;
- 3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision.

La demande de révision doit être motivée et notifiée à la Commission dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle la décision a pris effet à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

QUÉBEC

Commission des transports du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 7^e étage
Québec (Québec) G1R 5V5
N° sans frais : 1 888 461-2433

MONTRÉAL

Commission des transports du Québec
545, boul. Crémazie Est, bureau 1000
Montréal (Québec) H2M 2V1
N° sans frais : 1 888 461-2433

De plus, conformément à l'article 51 de la *Loi sur les transports*, l'article 85 de la *Loi concernant les services de transport par taxi* et l'article 38 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*, toute décision de la Commission peut être contestée devant le Tribunal administratif du Québec par la personne visée, un opposant ou le Procureur général, dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle la décision a pris effet.

Toutefois, le Tribunal ne peut, lorsqu'il apprécie les faits ou le droit, substituer son appréciation de l'intérêt public à celle que la Commission en avait faite, en vertu de la présente loi ou d'un de ses règlements, pour prendre sa décision.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec le Tribunal administratif du Québec aux adresses suivantes :

QUÉBEC

Tribunal administratif du Québec
Secrétariat
575, rue Saint-Amable
Québec (Québec) G1R 5R4
Téléphone : (418) 643-3418

MONTRÉAL

Tribunal administratif du Québec
Secrétariat
500, boul. René Lévesque Ouest, 22^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : (514) 873-7154

N° sans frais (ailleurs au Québec) :

1 800 567-0278